

Fernand Cuche: «Tisser le lien entre la ville et la campagne»

MARDI 04 AOÛT 2015

[Philippe Bach](#) [1]

1^{ER} AOÛT • Ancien syndicaliste paysan et ex-conseiller d'Etat neuchâtelois, Fernand Cuche a été l'invité de la Ville de Genève.

Journaliste:

Philippe Bach

La fête nationale du 1er Août a été placée sous le signe de l'agriculture contractuelle. Esther Alder, maire de la Ville de Genève, a invité Fernand Cuche à prononcer un discours. Agé de 69 ans, ancien syndicaliste paysan, ex-parlementaire fédéral, ancien conseiller d'Etat neuchâtelois, l'intéressé a plaidé pour une forme de souveraineté alimentaire qui ne tombe pas dans le piège du repli nationaliste, voire de la xénophobie.
Interview.

Dans votre discours, vous avez relevé que la souveraineté alimentaire n'est pas forcément antagoniste avec le commerce.

Fernand Cuche: La moitié environ de nos besoins alimentaires sont couverts par notre production indigène. Le reste doit être importé. Le commerce n'est pas forcément nuisible en soi. Ce qui pose problème, c'est le marché qui devient maître de nos destinées. Il s'agit aussi d'une question de démocratie: la souveraineté alimentaire pose la question des libertés, du droit pour les populations de choisir leur alimentation selon des critères de qualité et à légiférer dans ce sens.

Trois initiatives qui traitent de la question – l'une d'Uniterre, l'une des Verts et la troisième de l'Union suisse des paysans - sont dans le pipe-line. Comment vous situez-vous par rapport à ces textes?

Je milite à ma manière, en donnant des conférences, pour les deux premières initiatives. Elles tracent des pistes intéressantes. Elles permettent d'introduire dans le droit suisse des normes de qualité et de durabilité en matière d'alimentation. On peut commercer si on respecte dans le pays de production des critères sociaux et environnementaux. Sur le long terme, nous avons tout à gagner en tant que consommateurs. Et il n'est politiquement et humainement pas admissible d'accepter des modes de production basés sur une exploitation sauvage de l'homme, comme cela se fait dans certains pays. Cela peut passer par une labellisation, par exemple.

Et celle de l'USP, la faitière majoritaire des paysans suisses?

C'est un texte qui ne pose pas de problème en soi. Il élude simplement ces questions qui fâchent et ne permettra pas de répondre au problème de la paysannerie suisse.

Vous relevez que Genève a été pionnière dans sa volonté de tisser des liens entre la campagne et la ville. Mais elle a aussi exporté certaines de ses «nuisances». Par exemple sa zone villa.

C'est vrai pour le pourtour de la frontière. La sensibilité n'est pas la même sur ces questions entre la Suisse et la France, où le territoire est moins rare. Mais cette question est maintenant traitée avec sérieux par les autorités françaises aussi. Ce sont des questions qu'on ne peut pas éluder.

Quelle était votre position sur l'initiative Ecopop?

Ce texte posait problème dans sa propension au repli et par sa manière de voir les pays du Sud. Mais cela ne signifie pas qu'il faille éluder ce débat. La question de la démographie se pose à nous, nous devons affronter ces questions et leur donner des réponses.

Vous plaidez pour une souveraineté agricole qui ne tombe pas dans le nationalisme. En même temps, on voit que l'UDC a réussi à engranger tout le capital politique ou presque de cette question.

Cela n'aura qu'un temps. L'UDC parvient effectivement à faire croire qu'elle défend les intérêts de la paysannerie. Mais, dans les faits, ce parti défend une vision néolibérale de la société et des échanges, à mille lieues de la souveraineté alimentaire. |

Du Grütli à COP 21

Les jardins de Cocagne invité officiel de la fête nationale du 1er Août. Un modèle pour la maire de Genève, Esther Alder, qui a relevé samedi soir que cette coopérative maraîchère a été pionnière en Europe dans le domaine de l'agriculture contractuelle. Une initiative qui traduit un esprit de résistance, de solidarité et de bien commun que la magistrate a mis en avant, tissant des liens entre l'esprit de résistance des fondateurs de la Suisse de 1291 et les enjeux qui nous attendent, notamment en matière de lutte contre le réchauffement climatique qui sera traité à la conférence de Paris de cet automne (COP 21). pbh

[Genève\(10342\)](#) [2][Philippe bach\(2532\)](#) [3]